

projet à la loupe

FAIS!

**FEMMES ACTRICES DE LEUR INSERTION
SOCIALE ET PROFESSIONNELLE
DANS LES TERRITOIRES RURAUX**

*Un projet porté par la FNCIDFF - Fédération nationale des
Centres d'information sur les droits des femmes et des familles*

p.2 **PRESENTATION** du projet national *Expérimentations soutenues par la FNCIDFF*

En 2017, le CGET (Commissariat général à l'égalité des territoires) en lien avec le ministère chargé des Droits des femmes a lancé un groupe de travail sur les freins rencontrés par les femmes sur les territoires ruraux.

C'est dans ce cadre que la FNCIDFF, après une étude lancée auprès de ses antennes locales, a proposé le projet expérimental : Fais ! Il a été mené sur deux territoires à partir de fin 2018, le Cantal et L'Aisne. Découvrez les constats dont est parti le projet, la méthodologie commune engagée et les grands axes de développement de cette expérimentation.

p.4 **INTERVIEWS** - CIDFF de l'Aisne *Témoignages sur l'expérimentation territoriale de 2019*

- Emilie DESSAINT , Directrice du CIDFF de l'Aisne.
- Sylvie BROCHART , conseillère emploi, animatrice du groupe Fais !

p.8 **IMPACTS** 2019 du projet Fais! *Bilan des 2 expérimentations, réalisé par la FNCIDFF*

1. PRESENTATION • le projet Fais!

Le projet Fais! proposé par la FNCIDFF a reçu le soutien du CGET, du secrétariat d'Etat en charge de l'Egalité femmes-hommes et de la CNAF (Caisse nationale d'allocations familiales) pour expérimenter entre octobre 2018 et fin septembre 2019 sur 2 territoires : Maurs (Cantal) et Marle (Aisne). La proposition a été retenue pour son caractère innovant, qui réside dans l'implication recherchée des bénéficiaires, habitantes des territoires en question, et appelées à devenir elles-mêmes actrices de leur insertion sociale et professionnelle.

L' enquête préalable de la FNCIDFF

Invitée à participer au groupe de travail préalable, la FNCIDFF a fondé sa proposition expérimentale sur les résultats d'une enquête menée à cette fin, en 2017, auprès des CIDFF.

L'étude pointe de freins caractéristiques au territoires ruraux et les nécessaires pistes participatives d'insertion sociale :

« Les inégalités entre les femmes et les hommes sont accrues du fait des disparités d'accès aux services sur les territoires ruraux (mobilité, méconnaissance des dispositifs, manque d'accès à l'information sur leurs droits, pénuries de mode de garde, isolement, zone blanche pour l'accès à Internet, situation de violences, santé, situation d'aidantes familiales...).

Plus les femmes s'éloignent des structures pouvant les accompagner dans leur démarche, plus elles s'enferment dans le repli et l'isolement. Il devient alors urgent de leur proposer des modalités d'accompagnements innovantes leur permettant à la fois de prendre connaissance de l'offre locale et d'élargir leurs possibilités de choix professionnels. »

(extraits de CIDFF Infos n°219, déc. 2018, Actualités « Lancement du projet Fais! p.8)

Résultats de l'étude disponibles dans le CIDFF Infos n° 200 de mai 2017, p. 8 à 10, disponible sur l'espace Documentation du Centre de ressources de la FNCIDFF.

Objectifs du projet

- Remobiliser les femmes éloignées de l'emploi
- Favoriser l'accès au droit, l'autonomie sociale et professionnelle des femmes en milieu rural
- Améliorer la connaissance des problématiques rencontrées par les femmes dans les territoires ruraux en matière d'insertion sociale et professionnelle, d'accès au droit...
- Impliquer les femmes dans la sensibilisation des acteurs locaux sur leurs besoins et attentes en matière de retour à l'emploi
- Amener les femmes à élargir leurs choix professionnels et élaborer un projet qui soit réaliste et réalisable en tenant compte des spécificités de leur territoire.

Une démarche commune aux 2 territoires

Fais! a été porté dans le Cantal et dans l'Aisne, par les CIDFF locaux, auprès de 2 groupes de femmes. Il a été déployé sur la base d'une méthodologie commune, axée autour :

- de la sensibilisation (ateliers sur l'égalité femmes-hommes, sur l'élargissement des choix professionnels, sur la mixité des métiers)
- de l'accompagnement à l'élaboration du projet professionnel ou de formation par le CIDFF
- de la réalisation d'un double diagnostic tout au long de l'expérimentation. Cet axe allie la réalisation par les femmes actrices du projet, d'un diagnostic de territoire par le groupe et d'un diagnostic individuel par chaque femme.



L'objectif de cette double démarche : identifier les freins personnels et « périphériques » à l'insertion. Ce volet doit permettre au groupe de femmes engagées dans la démarche, de réfléchir aux solutions à mettre en place à ces différentes échelles pour lever ces freins.

Le groupe s'engage jusqu'à la rencontre avec les acteurs de territoire, auprès desquels sont formulées les propositions liées à l'accès aux services, à la formation, à la création d'entreprise, etc. Propositions qui ont vocation à être portées par ailleurs jusqu'au CGET via le bilan de fin d'action.



2. INTERVIEWS • CIDFF de l'Aisne

Découvrez à travers les témoignage croisés d'Emilie Dessaint (Directrice du CIDFF de l'Aisne) et Sylvie Brochart, (conseillère emploi au CIDFF), les dessous de la mise en place de l'expérimentation « Fais! » sur le territoire de Marle. Lancé début 2019 avec les premières réunions d'information pour mobiliser le public et les partenaires, le projet a pu être mis en place de manière effective de mai à septembre 2019.

Emilie Dessaint et Sylvie Brochart, quels ont été vos rôles dans le projet ?

ED : « Je suis pour ma part directrice du CIDFF de l'Aisne. Dans le cadre de ce projet, j'ai mis en route les relations institutionnelles, avec les élus du territoire, la sous-Préfecture, la Direccte, et j'ai assuré leur présence au Comité de pilotage pour qu'ils connaissent et s'impliquent sur ce projet innovant sur le département. L'enjeu était qu'in fine, les propositions émises par les participantes à l'issue du diagnostic soient entendues par les acteurs du territoire. L'autre partie du travail a concerné la relation avec la Fédération nationale, notamment pour l'aspect communication. »

SB : « Je suis pour ma part, conseillère emploi et m'occupe d'actions de remobilisation, financées par le Conseil départemental. La remobilisation, c'est encourager les femmes à sortir de chez elles, leur donner envie et leur montrer qu'il y a des choses possibles. Moi je me suis occupée de l'animation du groupe Fais !. L'idée était d'écouter et

d'entendre leurs besoins. Mon rôle a été surtout de dédramatiser, d'enlever les peurs. Puis de faire la synthèse des informations, les analyser et pousser parfois plus loin le diagnostic.

Parlez-nous tout d'abord du territoire rural de l'Aisne.

ED : « Ici il n'y a que la vie du village qui existe et rien d'autre à côté. Une ville qui est à une distance de 20km, c'est aussi lointain que Paris peut l'être dans la tête des gens. Il y a un resserrement de la vie sur le village, l'hyper-proche. »

SB : « Comme beaucoup de territoires ruraux, il est caractérisé par des freins importants à la mobilité, et au lien social.

ED : « Les populations sont loin de tout ont souvent accès à peu de services ou d'infrastructures culturelles, médico-sociales. On est en manque de tout sur l'Aisne mais on considère que : « C'est normal, on est dans le département de l'Aisne ! ». 80 % du territoire est rural et des villes comme St Quentin ne sont pas des grosses villes.

Pour toute démarche de santé, vous allez soit à Reims, à Paris ou Amiens. Cela entraîne des problèmes de non-recours aux soins notamment.

Il y a par ailleurs, côté éducation, beaucoup de problèmes d'illettrisme et de décrochage scolaire. Cela ajoute des freins à la question de la mobilité d'ailleurs : l'illettrisme est un facteur empêchant d'apprendre la conduite.

Le taux de chômage est ici supérieur à la moyenne nationale et nous avons donc une importante précarité. Un fait marquant, c'est aussi le taux supérieur à la moyenne de grossesses précoces (plus de 50 par an) : on dit toujours que le nord est le département le plus touché.

Mais il faut pointer aussi des évolutions : la fibre arrive, nous avons vu un déploiement des Maisons France service.

Les territoires ruraux sont dépourvus de tout, mais on sent que la logique d'une trop grande centralisation s'inverse. »

Comment avez-vous repéré, mobilisé et impliqué durablement le groupe de femmes ? •

ED : « La phase de mobilisation est passée par beaucoup de distributions de flyers en mairies mais aussi sur les marchés, par la publication d'articles de presse locale pour toucher un maximum de personnes, par des posts sur les réseaux sociaux. Nous avons aussi envoyé par mail des présentations du projet à tous les maires des communes du territoire.

SB : « La difficulté principale a été de mobiliser les partenaires et pour eux de mobiliser du public. Ce qui nous a permis d'avancer c'est que nous sommes reparties

du groupe que nous avons déjà sur Marle dans le cadre d'une autre action. Cela nous a permis de compléter l'action déjà en place et d'aller plus loin avec les femmes impliquées. Nous avons donc construit un groupe à partir de là, et le bouche-à-oreille a ensuite fonctionné.

Aviez-vous émis des critères pour constituer ce groupe ? •

SB : « Il n'y avait pas d'autre critère qu'être une femme, et habiter le territoire de Marle. On accueillait même des femmes en emploi, à temps partiel par exemple et qui avaient besoin d'un temps plein, ou envie de s'investir sur le diagnostic de territoire, ou envie de faire avancer la place des femmes. »

Parlez-nous du groupe que vous avez réuni : sa composition, les freins en commun, etc. •

SB : « Certaines étaient en emploi, d'autres au chômage. Elles avaient entre 20 ans et 40 ans. Du point de vue de leur parcours, certaines avaient de l'expérience professionnelle mais se posaient d'importantes questions de reconversion par exemple (l'une avait appris qu'elle ne pouvait plus exercer son métier). D'autres étaient

plus dans la construction de leur projet. Certaines avaient des idées. D'autres, qui n'avaient aucune idée, partaient du principe que rien n'était possible car elles n'étaient pas qualifiées. Beaucoup étaient par ailleurs

en situation monoparentale. Et la majorité des personnes étaient bénéficiaires du RSA et manquaient de moyen pour prendre par exemple le train. Ça a un coût important, qui freine grandement l'envie et la motivation. »

Y a-t-il des problématiques particulières pour les femmes en général sur ce territoire rural ? •

ED : « Les violences conjugales sont très présentes sur le territoire. Sur chaque groupe que Sylvie accompagne, il y a des femmes victimes de violences et qui ne s'en rendent pas forcément compte : elles ne considèrent pas cela comme de la violence. L'action « Fais ! » a permis à une femme de sortir de sa situation de violences . »

LES FEMMES AU CŒUR DU PROJET

Retour sur les **ATELIERS** *observations*

Comment se sont déroulés ces ateliers ?

ED : « Nous avons animé à notre façon mais pour répondre à des grands objectifs communs, à une trame générale, qui ciblait par exemple des structures typiques énumérées à l'avance. Il s'agissait :

- d'animer des informations sur l'égalité Femme-Homme, de parler de la mixité des métiers, de travailler l'élargissement des choix professionnels, l'articulation des temps de vie,
- d'analyser ensemble les freins à leur insertion sociale et professionnelle,
- d'analyser le projet professionnel,
- de diagnostiquer le territoire (en réalisant un état des lieux sur l'offre existante sur l'emploi la formation, les modes de garde, les transports, la mobilité, et l'information existante sur les droits).
- de formuler des propositions communes aux élus et acteurs du territoire en général.
- d'avancer du côté individuel sur la construction de leur projet professionnel

Nous avons répondu à ces axes, en adoptant une méthode d'animation qui nous est propre et qui a fonctionné. Les gens s'investissent de toute façon quand on part de leurs besoins. »

SB : « Je suis partie de leurs besoins, je les ai laissées parler de leurs difficultés quotidiennes. Puis je les ai laissées actrices. J'ai servi de guide. Je dédramatisais et les encourageais à aller frapper aux portes. »

Quel était le rythme de ces ateliers ?

ED : « On avait prévu des ateliers collectifs 2 à 3 fois par mois et des entretiens individuels. Elles avaient par ailleurs des démarches et recherches à faire de leur côté, en dehors des jours de rencontre avec le groupe. »

Qu'avez-vous observé de la dynamique de groupe ?

SB : « Il y avait beaucoup de respect malgré les différences d'âge, d'écoute et de cohésion. C'est ce qui a permis qu'elles s'entraident à l'extérieur : elles n'ont pas attendu d'être réunies pour faire les choses ensemble, s'accompagner sur leurs rendez-vous à l'extérieur. »

ED : « Je rajouterai qu'elles étaient très enthousiastes et dynamiques. Et plus on avançait dans l'action, plus on les voyait enthousiastes. Elles y croyaient ! Je repense au moment de la présentation publique finale de leurs propositions : elles étaient toutes très bien habillées, et elles avaient un immense sourire... On voyait qu'elles étaient contentes d'avoir accepté le défi de faire un diagnostic de territoire et de le présenter en public. »

Pensez vous à une difficulté rencontrée dans la conduite de cette animation avec les femmes ? Un frein particulier ?

SB : « Le manque d'amabilité qu'elles ont parfois rencontré quand elles allaient frapper à une porte, les a touchées. Pour elles, c'était important que le contact humain soit bienveillant. Une des clefs de la réussite pour ces femmes, ce sont des relations ouvertes et bienveillantes. »

L'IMPACT *du projet sur les femmes et le territoire.*

Le projet a-t-il débouché sur une accélération de leur insertion professionnelle ?

SB : « L'une a eu un CDI à l'issue de l'action. Il y a aussi eu un départ en formation qualifiante, un autre sur une formation pour travailler l'emploi et trouver son métier et enfin une troisième en chantier d'insertion actuellement. Une personne a déménagé suite aux violences familiales. Une autre a passé son permis de conduire. Elles ont toutes vécu cette action comme un tremplin, un démarrage qui a pris plus ou moins de temps selon les personnes. »

Qu'est ce que « Fais ! » leur a apporté d'autre d'après vous ?

SB : « Elles ont retenu d'aller jusqu'au bout des choses, de ne plus baisser les bras. Et l'autonomie. Développer du lien et croire en elles. Savoir dire : « J'existe et je peux faire des choses ». C'est une reconstruction pour elles.

Au-delà d'avoir fait un diagnostic du territoire, elles ont fait un diagnostic d'elles-mêmes. Elles étaient conscientes de là où elles étaient au départ de l'action, et ont fait le bilan de ce que leur a apporté l'action. Elles ont changé de regard sur elles-mêmes.

Elles sont allées au fil du projet se renseigner surtout sur les services. Elles ont été à la CAF, elles ont échangé avec la directrice du Pôle Emploi du territoire de Lens pour demander comment ça fonctionnait. Il y a une maison médicale à Marle mais elles ne savaient pas par exemple quels spécialistes y travaillaient. Donc elles ont en tout cas appris à aller vers les acteurs et chercher l'information.

Sur la question de la mobilité, elles sont allées se renseigner sur les horaires de transport, et les modes de garde disponibles sur le territoire, elles ont-elles même pris conscience que pour certaines opportunités, il fallait passer le permis et acquérir une voiture pour aller jusqu'au bout. Elles ont appris à avoir un plan B elles-mêmes. »

ED : « Elles ont aussi appris à s'exprimer en public. Pour la présentation publique : elles avaient créé des affiches présentant leurs freins, les résultats du diagnostic. Chacune en présentait un. La prise de parole a été partagée. Tout ça était inespéré au démarrage.

Quel a été l'accueil par le comité de pilotage, de leurs propositions d'actions pour le territoire ?

ED : « Ça a été très bien pris de manière générale. Elles ont notamment remonté au maire de Marle, le besoin d'un tiers lieu numérique pour faciliter l'accès aux droits (il n'y a actuellement qu'une petite salle communale équipée en ordinateurs, et peu accessible). Il a pris cela en compte, même si pour le moment ce tiers-lieu et le projet de crèche ont été repoussés du fait des élections et des conditions sanitaires. Ils ont au moins élargi l'ouverture de cette salle communale en attendant.

Savoir dire :

« J'existe et je peux faire des choses ». C'est une reconstruction pour elles.

La dynamique du comité de pilotage a-t-elle permis un meilleur maillage entre les acteurs, ou des retombées partenariales pour vous ?

ED : « Ça a facilité les choses au niveau de la Communauté de commune pour nous : on a pu se rencontrer par la suite, visiter les ateliers d'insertion. Et on a signé une convention pour que les personnes que nous accompagnons participent aux ateliers « codes » que la commune met en place, et puissent utiliser le simulateur de conduite. Ça nous a permis de travailler la mobilité de façon plus efficace dans le cadre de nos actions de remobilisation car cela engendre une économie financière conséquente sur le permis de conduire.

Et du côté des élus et des partenaires, nous sommes aujourd'hui mieux connues et reconnues sur la dimension d'insertion sociale et professionnelle. Nous sommes souvent identifiées « accès aux droits, accompagnement juridique et violences conjugales ». C'était une bonne action pour montrer nos savoir-faire, notre complémentarité sur l'insertion.»

Avez-vous une idée des orientations ou évolutions nécessaires si un prochain Fais ! devait se monter sur votre territoire ?

ED : « C'est un projet très innovant et intéressant qu'on essaie de développer. Pour 2020, nous avons eu une subvention du FDVA (fonds pour le développement à la vie associative) pour permettre de mettre en place l'action sur un autre secteur géographique (Bohain-en-vermandois : un arrondissement de St Quentin en région Hauts de France)

Nous recherchons des subventions complémentaires pour le relancer, et avons déposé le projet dans le cadre de France relance (appel à projet du Ministère de la Santé) ainsi qu'auprès d'une fondation.

Nous avons désormais émis le projet d'investir

dans l'achat d'un minibus pour faciliter la mobilité dans le cadre du projet, sur les visites d'entreprises, sur le diagnostic de territoire, pour le contact avec les centres de formation.

Nous aurions pour Bohain-en-vermandois l'appui logistique du Centre social qui accueille 100 femmes presque quotidiennement. Cela nous assurera une mobilisation plus réactive.

Il nous faudrait aussi accentuer la mobilisation des partenaires et pour cela avoir une temporalité du projet sur 10-12 mois pour ne pas être autant dans l'urgence. Cela nous laissera plus de temps pour mobiliser et aller au-devant des personnes, des entreprises etc. il faudra développer la partie visite d'entreprises parce que c'est ainsi que les barrières et préjugés tombent. En discutant avec des chefs d'entreprises. »

Propos recueillis par le Campus des Solidarités, le 26 janvier 2021

3. BILAN de Fais! Par la FNCIDFF, 2019

L'expérimentation menée parallèlement dans l'Aisne et le Cantal et pilotée par la FNCIDFF s'est achevée par la tenue des comités de pilotages respectifs en septembre et octobre 2019. A cette occasion, les partenaires ont pris connaissance des freins identifiés par les femmes dans leur insertion sociale et professionnelle et ont pu entendre leurs propositions.

Les femmes ayant participé à l'expérimentation ont surtout pu témoigner du chemin réalisé vers l'autonomie, la confiance en soi et la prise de parole en public.

D'un point de vue quantitatif, l'expérimentation a permis le retour à l'emploi ou l'entrée en formation d'un grand nombre de femmes impliquées. En effet, sur les 37 femmes informées dans le cadre de ce projet « Fais ! » :

- 15 ont été accompagnées par les CIDFF de l'Aisne et du Cantal,
- 4 ont retrouvé un emploi,
- 5 sont entrées en formation,
- 1 a obtenu son permis de conduire ce qui lui permet de poursuivre la formation dans laquelle elle était engagée (formatrice pour adultes).

Ce projet a vocation à être décliné dans d'autres territoires, selon les besoins et les soutiens au niveau local des CIDFF.

**Extrait du CIDFF-INFOS n°251, Janvier 2020, Actualités
« Infographies des impacts du projet Fais! », p.13**